

The determinants of SMEs / SMIs growth in Algeria: Survey of a sample of companies in the wilaya of Bejaia

HANI Lamine¹, GANA Brahim²

¹ Université de Bejaia (Algiers), Lamine.hani@univ-bejaia.dz

² Université de Bejaia (Algiers), brahim.gana@univ-bejaia.dz

ARTICLE INFO

Article history:

Received:28/07/2021

Accepted:11/05/2022

Online:31/05/2022

Keywords:

SMEs / SMIs

Survey study

Growth of SMEs / SMIs

Technology and

training

Algeria

JEL Code:D21, C93,

O47, O32, O5

ABSTRACT

The main objective of this article is to identify the determinants of the growth of SMEs / SMIs through a qualitative study based on a field survey among a sample of companies in the wilaya of Bejaia. The results of our study show that referring mainly to job creation as an indicator of growth, can lead to a biased evaluation. Indeed, our results affirm that the growth of SMEs / SMIs is a complex phenomenon, composed of several variables and that it is difficult to reduce it to a measure reading the positive variation of a given indicator. Thus, staff training, technology and intangible variables are also growth levers that should not be neglected.

Keywords: SMEs / SMIs, survey study, growth of SMEs/SMIs, Technology and training, Algeria

Les déterminants de la croissance des PME/PMI en Algérie :Enquête auprès d'un échantillon d'entreprises de la wilaya de Bejaia

HANI Lamine¹, GANA Brahim²

¹Laboratoire économie et développement, Université de Bejaia, Lamine.hani@univ-bejaia.dz

²Laboratoire économie et développement, Université de Bejaia, brahim.gana@univ-bejaia.dz

ARTICLE INFO

Reçu:28/07/2021

Accepté:11/05/2022

En ligne:30/05/2022

Mots clés:

PME/PMI

Étude d'enquête

Croissance des

PME/PMI

Technologie et

formation

Algérie

Code JEL: D21,C93,

O47, O32, O5

RÉSUMÉ

L'objectif principal de cet article est d'identifier les déterminants de la croissance des PME/PMI à travers une étude qualitative basée sur une enquête de terrain auprès d'un échantillon des entreprises de la wilaya de Bejaia. Les résultats de notre étude montrent qu'on se référant principalement à la création d'emploi comme indicateur de croissance, peut engendrer une évaluation biaisée. En effet, nos résultats affirment que la croissance des PME/PMI est un phénomène complexe, composé de plusieurs variables et qu'il est difficile de le ramener à une mesure lisant la variation positive d'un indicateur donné. Ainsi, la formation du personnel, la technologie et les variables immatérielles constituent également les leviers de croissance à ne pas délaisser.

Mots Clés : PME/PMI, étude d'enquête, croissance des PME/PMI, technologie et formation, Algérie.

- INTRODUCTION

Tenant compte de la conjoncture économique actuelle et des chocs exogènes liés à la crise sanitaire et la baisse des prix hydrocarbures, la relance du secteur des Petites et Moyennes entreprise (PME) et Petites et Moyennes industries (PMI) en Algérie est au centre des débats. En effet, le contexte actuel qui entoure les réflexions est conditionné par les changements structurels de l'économie nationale tant au niveau de son fonctionnement que de son insertion dans l'économie mondiale.

Suite à la prise de conscience des difficultés qui entoure le modèle économique habituel, qui est basé sur l'économie de la rente pétrolière et gazière, la mise en place d'un plan de relance économique, en activant le levier des PME/PMI, est devenu une priorité. Dans ce sens, la diversification du tissu économique hors hydrocarbure est une solution inévitable pour améliorer l'environnement général de l'entreprise et le rendre moins contraignant.

Dans ce contexte, les actions du gouvernement algérien se multiplient à travers les mécanismes de soutien et de promotion de cette catégorie d'entreprises (PME/PMI), et ce, à tous les niveaux, depuis la création de l'entreprise jusqu'à sa phase de maturité. Les mesures prises par les pouvoirs publics se sont traduites " *par la baisse significative des taxes, la facilité d'accès aux crédits, à savoir le FGAR, CGCI-PME et l'ANGEM, sans oublier les différents dispositifs de soutien à la création d'emploi tels que l'ANSEJ, le CNAC et les centres de conseil aux PME et les pépinières d'entreprises*" (Ministère de l'industrie et des mines, 2020).

Dans cet aspect d'analyse, ce présent travail de recherche tente d'apporter une contribution essentielle à la connaissance de la PME/PMI en Algérie en général et d'étudier le secteur des PME/PMI de la ville de Bejaia, en particulier. Cette démarche d'investigation est originale et actuelle et permet d'éclairer l'évolution de cette population d'entreprises en recherchant, à la fois, les facteurs de la croissance des PME/PMI, et les déterminants inhérents à cette croissance.

Cette étude qualitative, mener par questionnaire, ne concerne pas l'intégralité des PME/PMI algériennes mais uniquement un échantillon de 40 entreprises opérantes dans les zones industrielles de la wilaya de Bejaia.

Afin de cerner la thématique de ce travail, nous avons scindé cet article en trois sections principales :

- La première section présentera un bref aperçu sur la revue de littérature et sur l'évolution des petites et moyennes entreprises en Algérie.
- La deuxième section est consacrée exclusivement à la présentation de principales étapes de notre étude du terrain sur un échantillon des PME/PMI de la ville de Béjaia ;
- La troisième section présentera les résultats du questionnaire distribué ainsi que leurs interprétations. Cette section a pour but aussi de présenter une mesure synthétique de la croissance des PME/PMI de notre échantillon en se basant sur le calcul de certains indicateurs issus de la théorie économique.
- Enfin, quelques recommandations pour générer une croissance de secteur des PME/PMI et réduire ainsi l'écart entre le secteur des hydrocarbures et hors hydrocarbure, seront exposées en conclusion.

1. REVUE DE LITTÉRATURE SUR LA CROISSANCE DES PME/PMI

Un examen attentif de la littérature économique traitant la croissance des PME/PMI, montre que le travail de (Birch, 1979) est un travail pionnier dans ce domaine. Il a montré que les PME/PMI occupaient une part considérable dans la création d'emploi dans le secteur manufacturier aux États-Unis. Ces travaux peuvent être classés en quatre approches principales qui se distinguent par la démarche utilisée pour expliquer et comprendre le processus de croissance des PME.

La première approche analyse l'impact sur la croissance des caractéristiques des dirigeants, telles les études de (Michael et vera, 2001) et de (Frédéric et Johan, 2006, p. 27) qui ont trouvé que la croissance des PME est liée aux caractéristiques des dirigeants, comme son éducation et son type de formation, ainsi qu'à son expérience et à ses compétences (Julien, 2000). Une autre approche du phénomène de croissance se base sur la nature même du développement des PME. D'après cette approche, les objectifs du propriétaire-dirigeant représentent une des raisons qui peuvent expliquer la croissance des PME à l'internalisation, (Sylvie, 2015, p. 281). En plus, d'autres travaux de

recherches ont développé des modèles illustrant les étapes de la croissance des PME, comme ceux de (Robert et Véronique, 1999). Une autre approche de la croissance se concentre sur le style de gestion de l'entreprise.

Dans une étude sur le cas de la Turquie, (Refik et Alpay, 2005, p. 17) montrent que des facteurs comme le niveau du taux de change, la volatilité de l'inflation et des taux d'intérêt nominaux, ainsi que les changements de la demande intérieure, ont des effets négatifs sur la valeur ajoutée relative à la croissance des PME dans le secteur manufacturier. En revanche, les taux d'intérêt nominaux, les salaires réels et la pénétration des importations ont un effet positif sur la croissance potentielle des PME. En outre, une conclusion importante des travaux de (Refik et Alpay, 2005, op.cit) est le fait que les variables qui affectent notablement la croissance des PME, semblent n'avoir aucun effet significatif sur la valeur ajoutée relative à la croissance des grandes entreprises. En outre, ces auteurs montrent que la sensibilité des PME du secteur manufacturier aux conditions macro-économiques s'explique, plutôt, par le dynamisme et la flexibilité des PME et non pas par leur vulnérabilité.

Certains auteurs qui ont traité les déterminants de croissance des entreprises, ont attribué au PME/PMI la capacité de générer de l'emploi au-delà des entreprises de grande taille. Ainsi, malgré leurs ressources financières limitées pour faire face à la concurrence en termes de recherche et développement, la dynamique de leurs croissance s'explique par la capacité des entrepreneurs qui combinent sans cesse des connaissances, des compétences et des ressources stratégiques, humaines et financières, (Boualem et Hadj, 2011, p. 57)

1.2. Les étapes d'évolution des PME/PMI en Algérie : les faits saillants

Avant les années 80, l'économie algérienne avait adopté un système de planification centralisé basé sur la nationalisation de tous les secteurs-clés (banques, hydrocarbures, mines), et un plan d'investissement avait été mis en œuvre dans diverses industries lourdes avec un objectif de créer une industrie industrialisante. Ce plan centralisé, alimenté par les ressources pétrolières, avait donné naissance à de grandes sociétés publiques qui se sont essouffées durant leur existence, en raison de l'absence d'une gestion transparente et performante.

La période des années 80. Le contre choc-pétrolier de 1986 a porté un coup dur à une économie quasiment rentière. Commencée en 1983/1984, la crise économique en Algérie a été aggravée, dès 1986, par les chutes du prix de pétrole et du dollar qui ont réduit les revenus des exportations, fondés à 97% sur les hydrocarbures. L'Algérie s'est alors engagée dans une restructuration de ses entreprises publiques. L'État les a alors décomposées en plusieurs centaines d'entreprises publiques de taille moyenne ou petite, selon un glissement de type « horizontal », contrairement au schéma vertical des années 70.

La période des années 90. Au début des années 1990, l'Algérie se rapproche des institutions de Bretton Woods en vue de conclure un premier accord d'ajustement structurel, accord en vertu duquel elle concrétise son passage à l'économie de marché, dans le contexte du libre-échange et de la mondialisation. Un énorme chantier de réformes est, alors, initié afin d'adapter l'économie Algérienne à cette économie de marché et en vue d'offrir au pays une réelle stratégie de développement de ses PME/PMI.

Le code du 5 octobre 1993. Le nouveau régime algérien des investissements privés s'inscrit dans la logique de l'A.P.S.I. (Agence de Promotion, de Soutien et de Suivi des Investissements), dont l'objectif principal est la création d'un environnement favorable et attractif à l'investissement étranger. Ce décret législatif a apporté un ensemble d'exonérations permettant aux investisseurs d'exercer leurs activités librement :

- exonération en matière d'impôt, taxes et droits administratifs, franchise des taxes douanières sur tous les services et matières importés nécessaires au fonctionnement et à l'implantation, libre sortie et entrée des marchandises sur une simple déclaration.

Il est aussi nécessaire de noter qu'un fonds de Garanti des Risques liés aux micro-crédits (FGRMC), géré par la caisse nationale du chômage (CNAC), a été ainsi créé en 1999 en vue de soutenir les populations pauvres et non bancarisées dans le processus de création de micro-entreprises (petits métiers, artisanat, projets de développement rural).

Toutes ces règles constituent, nécessairement, des mesures favorables pour les investissements. Cette initiative a été renforcée par la création de l'Agence nationale pour le développement des investissements (ANDI).

Dans la réalité, le dispositif ainsi créé n'a pas contribué à la relance de l'investissement privé.

A partir de 2001. Le constat d'insuffisance ainsi établi a débouché sur la révision du dispositif institutionnel qui s'est matérialisée à travers la promulgation, en 2001, de deux textes législatifs fondamentaux : l'ordonnance relative au développement de l'investissement (Ordonnance N° 01-03 du 20/08/2001) et la loi d'orientation sur la promotion de la PME (Loi N° 01-18 du 12 décembre 2001).

L'ordonnance portant développement de l'investissement se fixait pour objectif principal l'aménagement de conditions favorables à l'investissement privé à travers :

- La reconstitution de la chaîne de l'investissement et l'amélioration de l'environnement administratif et juridique des entreprises ;
- La création du Conseil National de l'investissement (CNI), placé sous l'autorité du Chef du gouvernement, chargé de proposer la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement ;
- La création d'un fonds d'appui à l'investissement et à la modernisation des entreprises : sa mission a été inscrite avec la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement ; l'entité en charge des investissements directs étrangers en Algérie, l'Agence Nationale pour le Développement des Investissements (ANDI).
- La création d'un Fonds national de l'environnement et de la dépollution» (3,245 milliards de dinars cumulés entre 1996 et 2002).
- installation d'un fonds pour la promotion des exportations, (montant déboursé entre 1997 et 2001 : 463 millions de dinars).

En 2003. Une nouvelle loi sur l'orientation et la promotion de la petite et moyenne entreprise, définissant et fixant, ainsi, les mesures de facilitation administrative en faveur des PME, prévoyait la création d'un Fonds de Garantie des prêts bancaires accordés aux PME (FGAR). Le dispositif intégrait, aussi, des mécanismes publics d'aides aux PME impliquant en particulier la création du Centre d'Études et de Recherches de la PME. Le développement de la sous-traitance, en tant qu'instrument d'extension du tissu des PME, a été également pris en charge par la présente loi.

En 2004. Du fait des contraintes posées par le financement des investissements dans la PME, une Caisse de Garantie des Crédits d'Investissements (CGCI) a été instituée. Un projet de spécialisation d'un établissement bancaire public dans le financement des PME est, en outre, présentement à l'étude en vue de lever la contrainte de financement des investissements qui a fortement entravé l'essor de la PME en Algérie.

2005-2009. Au plan du soutien financier des PME, plusieurs fonds spécifiques ont été institués en vue de soutenir l'encadrement des entreprises dans le processus de modernisation. L'adhésion de l'Algérie à l'OMC et la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne ont conduit nécessairement à l'ouverture des marchés et au démantèlement partiel des barrières tarifaires ; ceci a impliqué, aussi, la nécessité d'améliorer la compétitivité des PME par une "mise à niveau" orientée aussi bien vers les fonctions de l'entreprise (produits, marchés, finances, emploi, système d'information, système de qualité) que vers le système bancaire et financier du pays.

A cet effet, plusieurs fonds ont été créés. En voici quelques uns :

- Fonds spécial de Développement des Régions du Sud».
- Fonds spécial de développement économique des Hauts Plateaux ».
- Fonds de régulation et de développement agricole pour lequel sont éligibles les entreprises économiques publiques et privées intervenant dans les activités de production agricole, de transformation, de commercialisation et d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires.
- Fonds national pour la maîtrise de l'énergie qui accorde des prêts non rémunérés aux investissements porteurs d'efficacité énergétique.
- Fonds national pour la préservation de l'emploi donnant accès à des prêts pour le financement des investissements valorisant les capacités de production installées et/ la création d'activités nouvelles.

Des soutiens financiers sont, aussi, accordés à la micro entreprise dont le développement est recherché par les pouvoirs publics. En effet, l'État accorde depuis 1997 un intérêt particulier à la promotion des très petites entreprises à travers la mise en œuvre des programmes de micro-entreprises et du micro- crédit.

La période 2010-2014. Cette période est marquée par le lancement du plan quinquennal. Ce plan s'inscrivait dans la volonté de reconstruction nationale entamée avec le programme de soutien à la relance économique engagé en 2001. Dans le cadre de ce plan, près de 150 milliards DA ont été consacrés à la promotion de la petite et moyenne entreprise, à travers :

- La création de zones industrielles, l'appui public à la mise à niveau ainsi que la "bonification de crédits bancaires pouvant atteindre 300 milliards DA pour cette même fin" (Communiqué du conseil des ministres, 2010).

- Concernant le secteur industriel, ce plan quinquennal avait comme ambition de mobiliser "2000 milliards DA de crédits bancaires bonifiés par l'Etat pour la réalisation de nouvelles centrales électriques, le développement de l'industrie pétrochimique et la modernisation des entreprises publiques". (communiqué du conseil des ministres, Op.cit., p.4)
- Le plan quinquennal de cette période avait aussi pour but d'accompagner l'insertion des nouveaux entrants sur le marché du travail, notamment les diplômés universitaires, à travers la création de micro entreprise et le financement d'emploi d'attente.

Au final, les dispositifs institutionnels ont évolué de manière significative, depuis le début des années 90, témoignant d'une volonté politique affirmée d'assurer la promotion et le développement de la PME en Algérie. L'aboutissement de cette option a été la création d'un Programme National pour la Promotion de la PME doté pour la période 2005-2009 inscrit au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009) puis au titre de plan quinquennal (2010-2014). Cependant, l'efficacité de ces dispositifs a révélé un dysfonctionnement qui s'explique par :

- L'absence d'une stratégie d'accompagnement des PME/PMI dans leurs processus d'investissement, à long terme ;
- Les plans de financements sont axés sur la rente pétrolière et gazière dont les prix dépendent de la conjoncture internationale ;
- Adoption des politiques des subventions à grande échelle qui sont onéreuses sur le plan budgétaire, entraînant ainsi le gaspillage, cultivant un esprit d'assistanat et réduisant les investissements et l'entrepreneuriat.

2015- à ce jour. Alors que le développement d'un vrai secteur PME/PMI privé ne se concrétise que lentement, la Covid-19, avec la baisse des prix des hydrocarbures depuis le semestre 2/ 2014, n'ont fait que ralentir subséquemment la croissance de ce secteur. Ainsi, dans l'objectif de réduire la dépendance aux hydrocarbures, promouvoir la micro-entreprise et adopté l'environnement économique aux exigences du numérique, le nouveau modèle économique algérien s'oriente vers une nouvelle formule entrepreneuriale qui est celle des start-up et des incubateurs. C'est ainsi qu'un ministère destiné à la promotion et au développement des projets innovants, start-up et des incubateurs est créé. Celui-ci a été installé à la fin de l'année 2020 et acté dans la loi de finances votée en décembre de la même année. "En parallèle un fonds de soutien aux start-up doté d'une dizaine de millions d'euros a été créé, couplé à la création d'un haut conseil à l'innovation chargé de labéliser les start-up et les incubateurs susceptibles de bénéficier des fonds" (Journal Jeune Afrique, 2021).

2. LES PRINCIPALES ÉTAPES DE NOTRE ÉTUDE DE TERRAIN

Avant de commencer les phases principales de l'étude de terrain sur un échantillon de 40 entreprises de la ville de Bejaia, il est essentiel de définir ce que nous appelons PME ou PMI.

2.1. PME/PMI dans le contexte de notre étude : notions et définitions

Il existe plusieurs définitions relatives aux PME/PMI ; leurs contenus sont très changeants et dépendent de contexte de l'étude et de l'environnement économique de chaque pays. Dans ce cas d'étude, nous retenons le nombre de personnes engagées dans ces entreprises comme la mesure la plus fiable de la taille de celles-ci. La taille de l'entreprise que nous retenons est donc définie par le nombre de personnes engagées, et toutes les entreprises qui engagent jusqu'à un effectif maximal de 250 personnes, sont considérées comme des PME. Une entreprise est une entité complète qui peut être composée de filiales et d'unités de production parfois séparées.

L'entrepreneur est le principal propriétaire ou le gérant de la PME ;c'est la personne qui prend les principales décisions concernant les affaires de l'entreprise. Le nombre de personnes engagées est celui de l'ensemble de la population active travaillant dans les PME, y compris le (s) propriétaire(s) de l'entreprise et les travailleurs non rémunérés, membre de sa (leurs) famille(s).

Ainsi, la loi 01-18 de 2001, qui est relative à l'orientation et la promotion de la PME en Algérie, définit la Petite et la Moyenne Entreprise, quelle que soit sa nature juridique, comme suit (voir le tableau 01 ci dessous).

TABLEAU 1. La définition des PME/PMI enAlgérie

Types d'entreprise	Nombre d'employés	Chiffre d'affaires	Total du bilan annuel
Très petite entreprise (TPE)	1 à 9	Inférieure à 20 millions de dinars	Inférieur à 10 millions de dinars
Petite entreprise (PE)	10 à 49	Inférieure à 200 millions de dinars	Inférieur à 100 millions de dinars
Moyenne entreprise (ME)	50 à 250	200 millions à 2 milliards de dinars	100 à 500 millions de dinars

Source : Ministère de l'Industrie, de Petite et Moyenne Entreprise, et de la Promotion de l'investissement, Bulletin d'information statistique N°17, premier semestre 2010, P.3

2.2. Les étapes de l'enquête du terrain

Ce travail de recherche est réalisé à l'aide de la rédaction et la distribution du questionnaire. Ce dernier a été distribué au début du mois de mai 2021 et que nous avons récupéré 15 jours plus tard. Nous avons donc rédigé un questionnaire qui est destiné à un échantillon des PME/PMI situé dans les zones industrielles de la wilaya de Bejaia. Il contient trois parties principales avec 100 questions au total. Les questions posées sont relatives aux caractéristiques de l'entrepreneur et l'entreprise, l'accès au crédit, l'accès aux autres sources de financement, les relations de sous-traitances, statut d'enregistrement, niveau de technologie, la formation du personnel, la valeur des actifs, principaux clients, les exportations, les contraintes de l'activité commerciale, le nombre d'employés, le nombre d'emploi au moment de la création de l'entreprise et au présent.

La nature des questions posées se regroupent en trois catégories : des questions ouvertes à réponses spontanées qui sont dédiées notamment aux caractéristiques de l'entreprise et de l'entrepreneur, des questions fermées à réponses assistées et des questions ouvertes laissant la liberté de répondre à l'entreprise interrogée.

Une fois les questionnaires ont été récupérés, nous avons procédé au dépouillement et l'analyse des données obtenues. La saisie des réponses a été effectuée sur le logiciel Sphinx qui est un moyen efficace pour le traitement des données de l'enquête ainsi que leurs interprétations. Certaines réponses ont été traitées sur Excel pour apporter plus de clarté sur les variables de l'étude. Nous avons fait ressortir deux phases d'analyses. La première phase a commencé par le constat des réponses données par les interviewés, c'est-à-dire le dépouillement. En suite, la deuxième phase est caractérisée par un approfondissement des analyses pour parvenir aux résultats significatifs de l'enquête, ce qui a permis d'adapter les décisions et les actions aux conclusions de l'étude.

2.3. L'échantillon des PME/PMI concerné par l'étude.

Nous avons mené cette enquête auprès des entreprises situées dans la wilaya de Bejaia. Le choix de cette ville se justifie par la multiplicité des zones industrielles implantées dans cette région et nous avons distribué un questionnaire par entreprise.

Toutes les entreprises interrogées exercent dans des secteurs d'activités divers, à savoir : commerce, services, industrie, BHTP, travaux publics. L'échantillon d'enquête retenu est composé de 40 entreprises de type PME/PMI. Ceux qui ont répondu à notre questionnaire sont : les gérants d'entreprises, les salariés. Leurs réponses et explications nous ont suffisamment éclairés sur la thématique de notre recherche.

La répartition des entreprises selon le statut juridique, secteurs d'activités et selon les zones industrielles, est synthétisée comme suit :

a. La répartition des entreprises enquêtées selon les secteurs et les zones d'activités

Comme c'est mentionné dans le tableau 03 et la figure 1 suivante, l'échantillon des entreprises interrogé est composé de 40 PME/PMI, réparties sur quatre zones industrielles de la ville de Bejaia. Ainsi, notre échantillon enquêté est composé des zones industrielles suivantes (zone Taharachte (Akbou), zone El Kseur, zone Bejaia ville et zone Aboudaou)

Notre enquête a avisé les zones industrielles les plus importantes de la wilaya de bejaia: 20 entreprises appartiennent à la zone Taharachte et les 20 autres entreprises sont réparties sur les trois autres zones comme suit: 5 entreprises pour la zone Aboudaou, 7 entreprises appartiennent à la zone bejaiaville, 8 autresentreprises pour la zone située à la commune de El kseur, (voir les figures 1 et 2 suivantes)

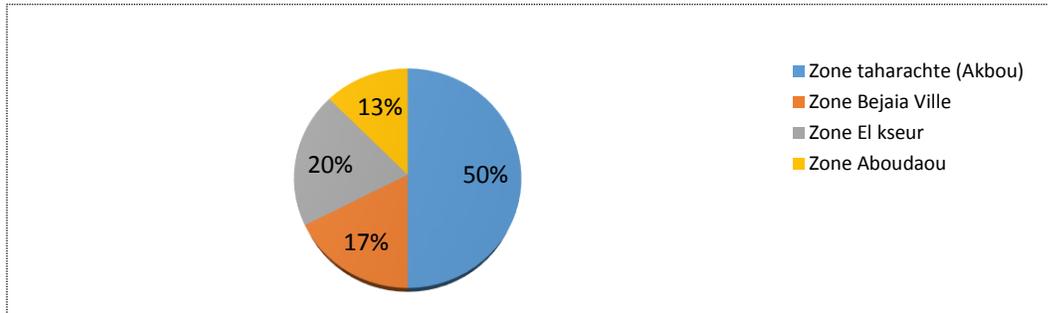
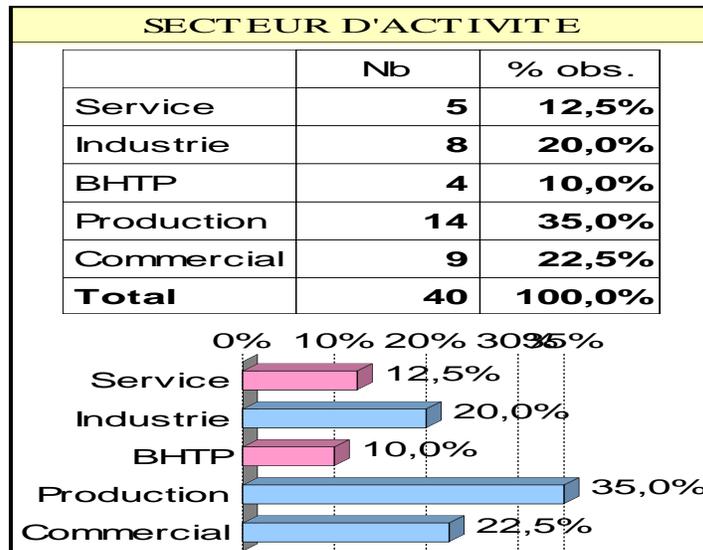


Figure 1: Les zones industrielles concernées par l'enquête

Tableau 02 :Répartition des entreprises selon les secteurs d'activités

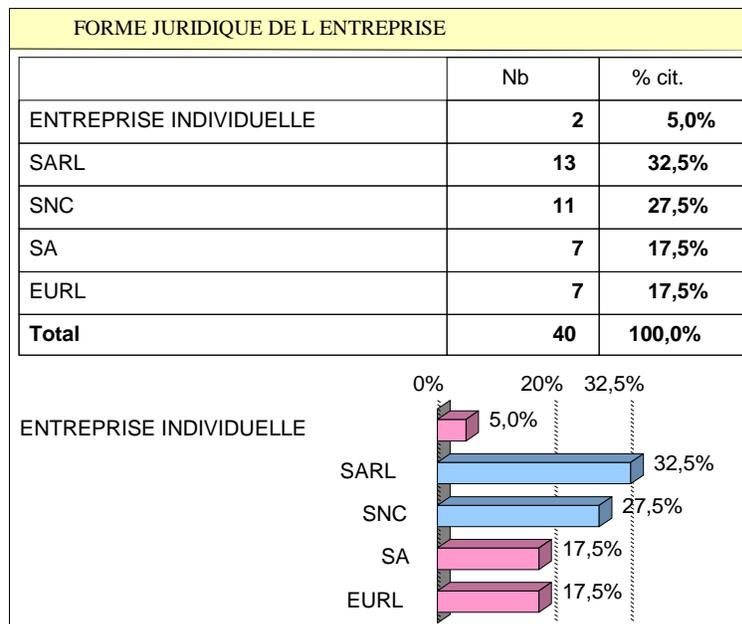


Source :Résultats de l'enquête (logiciel sphinx)
BHTP: Bâtiments ,Hydraulique et Travaux Publics

b. Les formes juridiques des entreprises enquêtées

Le tableau n° 03 suivant, indique que les entreprises interrogées sont au nombre de 40 dont 13 sont des entreprises de type SARL (société à responsabilité limitée), 11 des entreprises de type SNC (société en nom collectif), 7 sont des sociétés Anonymes, 7 entreprises de forme EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) et 2 entreprises individuelles. Soit un total de 40 PME/PMI.

TABLEAU 03 : Le statut juridique des entreprises enquêtées



Source :Etabli par nos soins d'après les résultats de l'enquête (logiciel Sphinx).

1.2. Les difficultés rencontrées lors de l'enquête

Cette étude a ciblé, à travers le questionnaire, plusieurs entreprises situées au niveau de la ville de Bejaia. Nous avons pu obtenir des réponses auprès de la majorité des ME/PMI. Cependant, certains questionnaires étaient incomplets ou les réponses sont contradictoires et incompréhensibles, ce qui a réduit la taille de notre échantillon à 40 entreprises seulement. Néanmoins, les entrepreneurs et salariés ont pris le temps de répondre à notre questionnaire, exception faite sur quelques questions pour diverses raisons : des réponses évidentes, informations confidentielles...etc.

3. ANALYSES DES RESULTATS DE L'ENQÊTE ET MESURE DE LA CROISSANCE

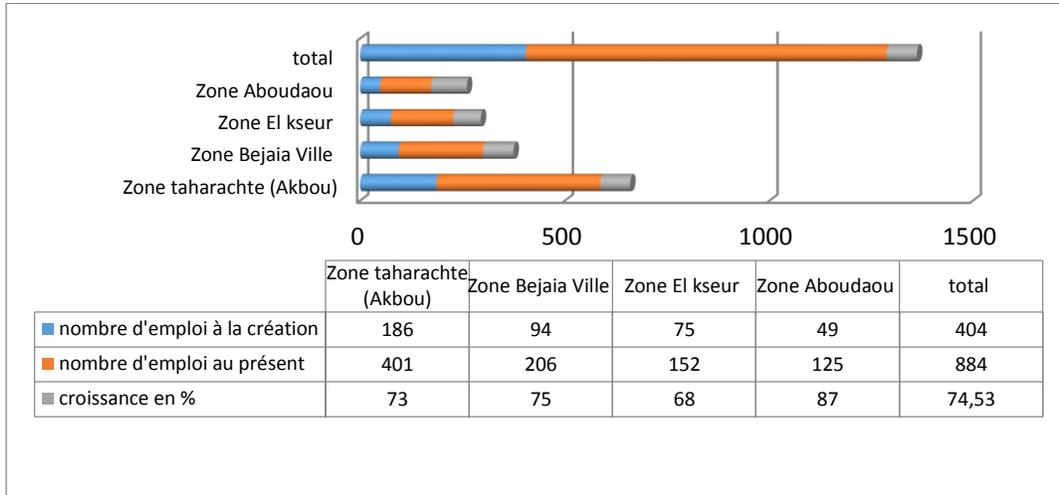
Cette étude empirique est basée sur l'échantillon que nous venons de présenter qui est composé de 40 PME/PMI qui se répartissent entre plusieurs secteurs d'activités, repérées sur quatre zones industrielles de la ville de Bejaia. La croissance de chacune des entreprises est mesurée par l'expression suivant :

$$g_i = \frac{EMP_n^i - EMP_{n-1}^i}{0,5 \cdot (EMP_n^i + EMP_{n-1}^i)}$$

Cette mesure microéconomique de la croissance est celle utilisée par (Johanson et al., 1999), dans laquelle l'indice i représente chaque entreprise enquêtée et EMP le nombre des personnes employées à chacune des deux périodes (ici entre la date de création et au moment de l'enquête).

3.1. La croissance des PME/PMI selon les zones d'activités

Comme c'est indiqué dans la figure 4 ci dessous, le secteur des PME/PMI de la wilaya de Bejaia, représenté par les 40 entreprises enquêtées, a contribué de manière significative à la création de l'emploi. En effet, les quatre zones d'activités affichent un taux de croissance positif, ce qui témoigne la contribution tangible des entreprises enquêtées au même temps à la création de l'emploi et à l'absorption du chômage. Entre la date de création et au moment de sondage, la croissance de l'emploi des quatre zones industrielles a progressé notablement avec des différences légères entre les zones qui s'expliquent par les disparités en termes de nombre d'entreprises sondées. Au total, le taux de croissance des 40 PME/PMI, mesuré selon la formule précédente (voir l'élément 3 précédent), demeure positif et affiche une valeur de 74.53%. Autrement dit, entre la date de création et la date relative à la période de sondage, les quatre zones d'activités ont réalisé un taux de croissance de l'emploi proche de 75 %.



Source :réalisé par nous mêmes à partir des résultats de l'enquête

Figure 4: La croissance des PME/PMI selon les Zones d'activités

3.2. La croissance des PME/PMI selon les secteurs d'activités

Selon les réponses des entreprises sondées, le secteur où la croissance des PME/PMI en termes de création d'emploi a été la plus forte, est celui des services avec 106.45%, en deuxième position il ya les activités de production avec un taux de croissance de 77.6 %, et en troisième position il ya les PME du secteur industrie qui représentent près 71.5 % de la progression d'emploi créé.

Les PME du secteur BHTP sont en quatrième position entermes d'emploi généré, avec une progression de 65.65% entre la date de création et au moment de l'enquête. La figure 5 suivante, illustre une représentation graphique entre le taux de croissance des PME/PMI et les différents secteurs d'activités.

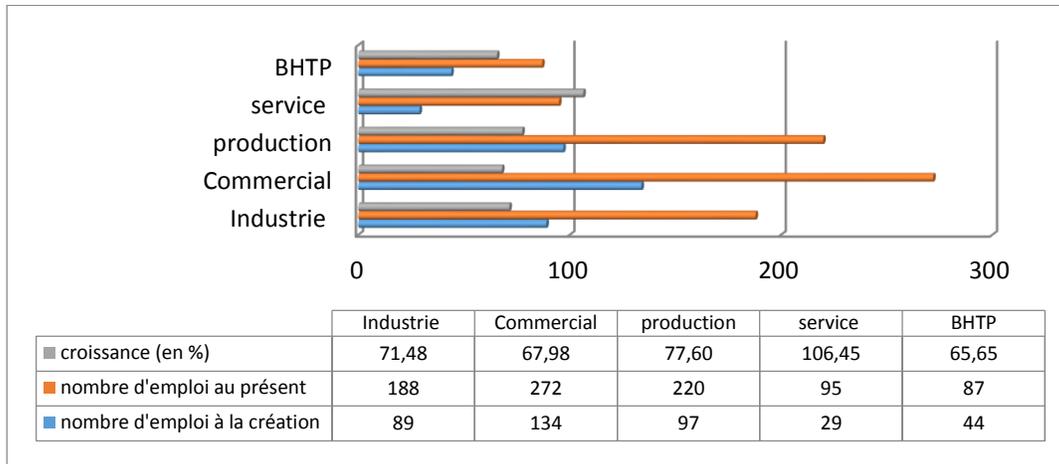


Figure 5: Croissance des PME/PMI selon les secteurs d'activités

3.3. La croissance des PME/PMI selon l'accès à la formation et aux technologies

Parmi les 40 entreprises ayant répondu à l'enquête par questionnaire, 30 entreprises, tous secteurs confondus, ont répondu positivement à la question relative à l'usage des technologies dans les machines/équipements et 25 entreprises ont eu recours à la formation de leurs personnels pour les adaptés aux nouvelles techniques de productions. Ainsi, si nous considérons les résultats de notre étude, nous remarquons que le lien entre le taux de croissance, mesuré par l'évolution de l'emploi, créé dans chaque secteur d'activités, ne s'explique pas par l'initiative de formation et des technologies absorbées par les entreprises. À titre d'exemple, le secteur des services génère un taux de croissance meilleur avec un taux d'absorption technologique et de formation qui est inférieur à la cadence technologique des autres secteurs. À l'opposé, les entreprises du secteur BHTP, use à 75% l'outil technique et la formation du personnel, pour réaliser un taux de croissance inférieur à celui des autres secteurs d'activités, (voir la figure 7 ci-dessous).

Pour autant, l'analyse plus fine du taux de croissance des PME/PMI montre que la formation des salariés, les dirigeants et l'intégration de nouvelles technologies ont fait évoluer les secteurs d'activités des entreprises, si l'on considère le chiffre d'affaire, la création de compétences nouvelles, l'amélioration de la qualité des produits....etc. En effet, si la technologie et la formation sont considérées comme les leviers de la croissance des entreprises de divers secteurs d'activités, elles n'impliquent pas forcément une croissance du niveau de l'emploi : La croissance des PME/PMI, constitue un phénomène multiforme et qu'il est difficile d'identifier avec une mesure traduisant la variation positif du niveau de l'emploi créé.

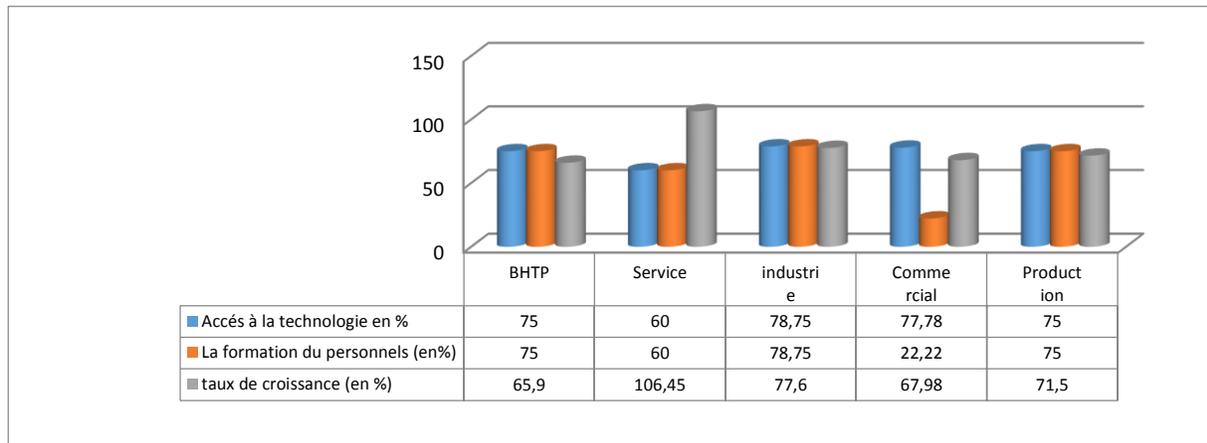


Figure 7: La croissance des PME/PMI selon l'accès à la technologie et la formation

3.4. Les insuffisances de cette étude

Cette étude reste intéressante et préparatoire pour d'autres travaux de recherches plus approfondies sur les entreprises algériennes car, elle expose la dynamique des PME/PMI dans une approche unidimensionnelle, toute en décernant ses limites. Ainsi, la croissance des entreprises devra nécessiter une étude sur un éventail plus large avec l'intégration de tous les paramètres qui lui sont associés. En effet, notre étude présente quelques insuffisances qui se résument comme suit :

- En premier lieu, nous avons étudié un échantillon restreint et nous avons limité notre recherche aux 40 entreprises de la wilaya de Bejaia, ayant accepté de répondre favorablement à nos interrogations ; la plus part de ces entreprises ont connu une réussite de leurs projets car elles ont bénéficié de plusieurs plans de financement et d'accompagnement. De ce fait, il sera nécessaire d'élargir la population des entreprises, en intégrant aussi les points de vue des autres entreprises qui ont réussi leurs projets sans, toutefois, être accompagnées.
- En deuxième lieu, nous sommes restés sur une approche qualitative très globale dans la présentation des démarches de constitution de l'indice de croissance des entreprises. En effet, la progression de l'emploi comme indicateur de mesure ne reflète qu'une partie de la croissance des PME/PMI de notre échantillon. Il faut, donc, rajouter les autres mesures de croissance telles que le chiffre d'affaire, le profit, la connaissance, le financement, les croisements inter organisationnels et les autres valeurs immatérielles (Mira-Bonnardel, 2015, p.281). Ainsi, Il sera nécessaire de mener des études sur une long période, afin de mettre en lumière les principaux déterminants de la croissance des PME/PMI, en considérant les autres paramètres de mesure.
- Enfin, notre travail est exclusivement axé sur les entreprises de la wilaya de Bejaia que l'on sait particulièrement entourée par les zones industrielles très dynamiques dans un environnement moins contraignant ; il sera nécessaire d'élargir l'analyse à d'autres zones industrielles afin de procéder à une étude comparative, en tenant compte des autres variables de la croissance.

Dans ce sens, nous poursuivrons alors nos travaux sur la contribution des PME à la croissance économique en Algérie en introduisant les propositions, indiquées en conclusion de cet article.

CONCLUSION

Cette étude de terrain s'intéresse à la croissance des PME/PMI algériennes à l'aide d'un échantillon d'entreprises situé dans la wilaya de Bejaia. La croissance de cette catégorie d'entreprises est mesurée souvent par le nombre d'emploi créé durant le parcours de l'entité en question. Afin de mieux cerner le propos, nous avons plus finement étudié le cas de 40 PME/PMI engagées dans cinq secteurs d'activités situés dans quatre zones d'activités distinctes de la ville de Bejaia. Nous avons montré que le rôle capital joué par les entreprises, tous secteurs d'activités confondus, dans la création de l'emploi est incontestable. Cependant, de considérer l'emploi comme un déterminant indivisible de la croissance peut conduire à des estimations erronées. Sur cette mesure de la croissance, les perceptions se renvoient à des objectifs distincts selon qu'elles soient formulées par les parties prenantes de l'entreprises ou par les politiques économiques menées par pouvoirs publics. Dans ce sens, la progression de l'emploi ou d'effectif salarié est désiré sur le plan sociétal pour remédier au chômage et aux tensions sociales. Ainsi, si nous considérons le cas des entreprises algériennes, certains analystes, (Boualem et Hadj, 2011, op.cit.), considèrent que la croissance des entreprises est principalement tirée par un seul facteur, celui des dépenses publiques et de la fiscalité pétrolière. Cette démarche génère une dépendance récurrente et moins incitative à la croissance des PME/PMI algériennes.

Pour mieux appréhender le contexte actuel qui est marqué par la rareté des ressources publiques et une révolution technologique et numérique des micro-entreprises de type start-up et incubateurs d'entreprises, les jeunes entrepreneurs algériens sont amenés à jouer un rôle crucial dans ce domaine. D'ailleurs l'initiative des pouvoirs publics est allée dans ce sens, en offrant plus d'aptitude à l'adaptation aux mutations technologiques liées à cet environnement des start-up et des projets innovants.

dans cette optique d'analyse et pour booster la croissance des PME/PMI en Algérie, les jeunes entrepreneurs porteurs de nouveaux projets doivent coopérer avec les initiatives des entreprises existantes en apportant aux PME/PMI l'acquisition rapide du capital immatériel (connaissances et technologie numérique). Levier de croissance et de création de valeur mais aussi un vecteur du succès des stratégies de diversification et d'internationalisation, les micro-entreprises de type start-up sont l'avenir des entreprises algériennes et le moteur de croissance économique et de création de valeur, hors secteur des hydrocarbures.

REFERENCES

- [1] B. Aliouet (2013). L'entrepreneuriat algérien confronté à un manque de gouvernance inclusive : une approche conventionnaliste pour expliquer l'action de l'entrepreneur en milieu hostile. *Maghreb - Machrek* 2013/3 (N° 217), pages 11 à 29.
- [2] B. Aliouet et H. Nekka (2011). Identité, valeurs et légitimité au sein des pme algériennes: une approche conventionnaliste de leur réussite en milieu hostile. *Business Management Review*, 2 (1), pp. 48-71
- [3] M. Woywode et V. Lessat, (2001), "Les facteurs de succès des entreprises à croissance rapide en Allemagne". *Revue Internationale PME*, 14(3-4), 17-43
- [4] J. Pierre-André et al. (2005), " Les facteurs de croissance des PME manufacturières sur les marchés locaux ou internationaux pp 1-17, Available at : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01703469>
- [5] R. Mitra et V. Pingali, (1999), "Analysis of growth stages in small firms: a case study of automobile ancillaries in India", *Journal of Small Business Management*, 37(3), 62-70
- [6] S. Mira-Bonnardel (2015), "Croissance des PME par l'internationalisation : l'effet de levier réticulaire des chambres de commerce françaises à l'étranger". *Revue internationale PME*, pp. 248-286
- [7] P. Johanson, C. Conway and P. Kattuman, (1999), "Small Business Growth in the Short Run", *Small Business Economics*. Vol.12, pp.103-112
- [8] P. Delmar et J. Wiklund (2006), "Entrepreneurship and the Growth of Firms". Edition illustrated 2006
- [9] L. Birch David (1979), "The Job Generation Process", Cambridge: MIT Program on Neighborhood and Regional Change
- [10] R. Erzan et A. Filiztekin (2005). "Does Size Matter in growth, productivity, Employment, and vulnerability/flexibility in Turkish Manufacturing?", *Turkish studies*, Vol.6, N.1, PP.113-126.
- [11] Journal Jeune Afrique. (2021). Algérie : startup.dz, fonds de soutien... Yacine Oualid a-t-il visé juste ? *Jornal Jeune Afrique du 19/05/21*. Consulté le 25/07/2021
- [12] Ministère des affaires étrangères. Communiqué du conseil des ministres. le 25/05/2010, Alger. site: http://www.mae.gov.dz/news_article/745.aspx
- [13] Ministère de l'industrie et des mines. *Bulletin d'information statistique de l'entreprise*. N° 36, Avril (2020)